Compte rendu de la Conférence:
L'avenir politique et économique de l'Union européenne
Le 4 Mai 2017 de 12h30 à 14h
Amphi Marsan de l'Université Toulouse 1 Capitole

Organisée par: La Maison de l'Europe-CIED de Toulouse Midi-Pyrénées et Pierre-Jean THILL, Ambassadeur EPSO (European Personnal Selection Service)

En Partenariat avec l'École européenne du Droit de l'Université de Toulouse 1 Capitole

Avec la **participation** d'Agnès Thibault, attachée économique à la Commission européenne.

Présentation de la situation économique et politique de l'UE par Agnès Thibault

Mme. Thibault a commencé sa présentation par la situation économique de l'UE. D'une manière générale les Français se sentent les moins bien informés sur l'Union Européenne. Seulement 22% de la population a l'impression d'être bien informée ce qui représente moins d'un tiers de la population française.

Afin de trouver des solutions à cette problématique, la représentation de la Commission européenne en France a mis en place la campagne de communication

« **Les décodeurs de l'Europe** » et elle travaille également sur la création d'un nouveau site web afin de mieux informer la population française sur les actions de la Commission européenne.

La situation économique de la France en comparaison avec les pays de l'Est

Selon les statistiques, les Français sont généralement plus pessimistes que les autres européens concernant la situation économique de l'UE. Mais d'autres pays membres comme l'Italie, l'Espagne, la Bulgarie ou le Portugal ne sont pas non plus convaincus de la situation. Cela entraîne un sentiment anti-européen au sein de l'UE, jamais connu auparavant.

En France le taux de croissance du PIB est plus faible que dans les autres Etats membres. La France occupe une des dernières places. Pourtant l'augmentation de la croissance a repris dans l'UE ces dernières années. En effet le taux de croissance tournera autour de 1,7% en 2018 en France et la moyenne de l'UE tournera autour de 1,8% en 2018. Même si cette reprise économique n'est pas encore ressentie en France, elle est une bonne nouvelle. Elle concerne toute l'Union, y compris la Grèce qui a eu de grandes difficultés pendant la crise financière.
De plus, Mme. Thibault a parlé d'un phénomène de rattrapage des pays de l'est. Si l'on consulte l'évolution du PIB par habitant de 2003 à 2013, on constate un enrichissement des nouveaux pays membres venant notamment de l'est. En même temps on voit une régression chez les anciens Etats membres comme la Grande Bretagne. Mais en général l'écart entre les anciens et les nouveaux pays membres est moins important.

La création du Semestre européen

Si l'on parle dans un deuxième temps de la politique économique, nommée la "gouvernance de la politique économique", on pense plutôt à la politique commune qui s'est exprimée par l'harmonisation et la création des prix uniques, en l'occurrence sur les prix agricoles dans l'Union. Mais cette politique commune a été de plus en plus difficile à mener, notamment depuis 2010 et avec la crise économique. La Commission européenne a commencé à changer de méthode en mettant en place des réformes adaptées à chaque État et pas pour l'ensemble des Etats membres.

De cette manière le **Semestre européen** a été créé. C'est un cycle annuel de coordination des politiques économiques de tous les Etats membres de l'UE. Chaque année, la Commission analyse en détail les plans de réformes budgétaires, macroéconomiques et structurelles des Etat membres et établit des diagnostics. Ceux-ci sont publiés en février et sont envoyés aux pays en mai. Pendant l'été, en juin et juillet, les recommandations sont adaptées selon les possibilités. Les Etats membres doivent ensuite démontrer à l'Union Européenne que ces recommandations sont bien appliquées. Cela permet à l'UE de mieux préparer le budget et la Commission connaît déjà les orientations économiques de chaque pays.

Les pays membres de l'Union européenne sont classés selon les types de procédures, c'est la gouvernance économique qui en est chargée. Selon un tableau du site web eurostat.eu, la France, l'Espagne et le Portugal possèdent des endettements publics importants. Si les recommandations ne sont pas prises en compte, dans le pire des cas l'UE peut distribuer des amendes. Mais cette pratique est rarement appliquée. Comme la

situation économique n'est pas assez bonne en France la Commission a donné des recommandations. Mais elle donne également des recommandations aux pays qui se retrouvent dans une situation économique moins difficile comme l'Allemagne afin d'améliorer le fonctionnement.

Les décodeurs de l'Europe

Lors de sa campagne présidentielle Marine Le Pen a montré un tableau issu d'Eurostat. Elle a prétendu que la production industrielle est en chute à cause de l'Euro. Selon elle, seulement l'Allemagne s'en sortirait et tous les autres états auraient des difficultés. Cette affiche est également expliquée sur le site des « décodeurs ». (voir https://ec.europa.eu/france/news/20170331_decodeursue_production-industrielle_fr)

Mme. Thibault a expliqué qu'il s'agit d'une chute générale en 2008 en raison de la crise financière. L'Allemagne s'en est mieux sortie que les autres Etats membres car elle a appliqué un certain nombre de réformes concernant par exemple le chômage et le travail. Par contre, la France a un meilleur fonctionnement dans le secteur des services. D'une manière générale, la zone Euro est en train de diminuer ses dettes. Mais ce n'est pas encore le cas de la France puisqu'elle possède des dépenses publiques importantes. Les dépenses sont au dessus de 55% du PIB alors que, normalement, elles sont entre 40% et 50% du PIB. Les charges fiscales sont plus élevées et assez mal équilibrées en France. Elles pèsent lourdement sur les entreprises et le travail. Par contre la fiscalité sur la consommation est assez faible par rapport aux autres états membres.

La situation politique de l'Union européenne et son avenir

Dans un deuxième temps, Mme. Thibault a parlé de la situation politique de l'Union européenne. Elle est revenu sur le **Livre Blanc sur l'avenir de l'Europe** qui a été publié par Jean-Claude Juncker à l'occasion du 60e anniversaire des Traités de Rome. Dans ce texte Juncker s'interroge sur l'UE à 27.

Mme. Thibault a ajouté qu'il n'y avait jamais eu, auparavant, autant de candidats anti-européens se présentant aux élections présidentielles et autant de mauvaises informations sur l'UE. C'est la raison pour laquelle, le site « Les décodeurs de l'Europe » a été créé. Les moteurs de l'avenir de l'UE sont : sa puissance économique, son évolution démographique (les habitants de l'UE représentent 6% de la population mondiale en 2016 et cela va encore diminuer à 4% en 2060) et sa défense. L'UE n'a pas beaucoup développé l'aspect de la sécurité, faute d'argent. Par contre les États-Unis et la Chine y ont beaucoup investi.

Le Livre Blanc

Afin de renforcer l'aspect démocratique de l'UE, le Président Juncker a imaginé cinq scénarios pour l'UE. Ce débat n'est pas réservé aux représentants des pays et employés de l'UE mais il est également ouvert aux citoyens. En France il faudrait que plus d'acteurs s'y intéressent et y interviennent.

Les scénarios sont les suivants :

- S'inscrire dans la continuité
- Rien d'autre que le marché unique
- Ceux qui veulent plus font plus → une Europe à plusieurs vitesses
- Faire moins mais de manière plus efficace
- Faire beaucoup plus ensemble

La Commission vient de sortir des documents d'information sur la dimension sociale de l'UE et elle va également publier les documents sur les avancements économiques et monétaires de l'UE d'ici la fin du mois de mai.

Pour aller plus loin...

M. Vonthron, président de la Maison de l'Europe Toulouse Midi-Pyrénées, a rajouté qu'un débat participatif aura lieu sur le Livre Blanc le 23 Mai à la Bibliothèque universitaire de l'Arsenal à l'Université Toulouse 1 Capitole.

En conclusion, Jean-Pierre Thill a rappelé les éléments clés de la présentation. Il a mis en avant l'approche étatique de la Commission afin de dynamiser l'UE sur le plan économique. De plus il souligne les nouvelles propositions de l'UE concernant les aspects politiques, sociaux et sécuritaires.